



Repli de l'emploi en Bourgogne

Au premier trimestre 2015, l'emploi salarié marchand recule de 0,3 % en Bourgogne alors qu'il est stable en France métropolitaine. Ces pertes d'emploi sont dues essentiellement au repli de l'intérim et à la dégradation de l'emploi industriel qui affecte tous les départements bourguignons. En revanche, les effectifs salariés du commerce se redressent avec une progression de 0,4 % sur un trimestre.

Dans ce contexte, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A,B,C augmente de 1,4 %, une hausse identique à celle relevée au niveau national. Les difficultés s'accroissent dans le secteur du logement avec une forte baisse de logements commencés, les créations d'entreprises progressent mais les défaillances aussi. La fréquentation hôtelière est toujours bien orientée grâce aux touristes étrangers et notamment à la clientèle chinoise.

Alain Ribault, Insee

Rédaction achevée le 20 juillet 2015

Baisse de l'emploi salarié en Bourgogne

La timide éclaircie du trimestre précédent ne se confirme pas : l'emploi salarié marchand non agricole se replie de 0,3 % en Bourgogne au premier trimestre 2015 alors qu'il est stable en France métropolitaine. Ce trimestre, 1 165 postes de travail sont détruits dans la région. Sur un an, l'emploi chute de 1 %, soit 3 650 emplois supprimés, alors qu'il est stable (- 0,1 %) en France métropolitaine (figure 1).

Le recul de l'emploi provient essentiellement d'une forte réduction des effectifs salariés dans l'industrie et du repli de l'intérim.

L'emploi industriel diminue fortement : 1 060 postes de travail sont détruits ce trimestre, un volume jamais enregistré depuis le troisième trimestre 2010. Sur trois mois, les effectifs salariés de l'industrie se contractent de 1,2 %, une baisse plus prononcée en Bourgogne que dans toutes les autres régions françaises (figure 2). Ainsi, en moyenne sur l'ensemble métropolitain, l'emploi industriel recule de 0,3 %. Dans la région, deux secteurs contribuent à cette contraction de l'emploi : « la fabrication d'autres produits industriels » regroupant en particulier l'industrie chimique, pharmaceutique et la métallurgie et le secteur des « industries agro alimentaires ».

1 Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

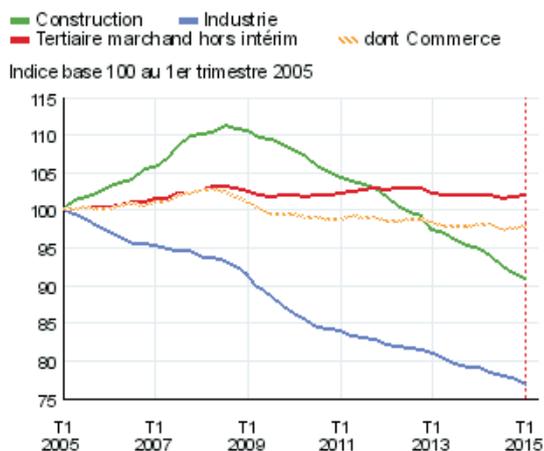
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois.

En glissement annuel, l'emploi salarié dans l'industrie perd plus de 2 550 postes de travail, une baisse de 2,7 % supérieure à celle de 1,2 % enregistrée en France métropolitaine.

Le recours à l'intérim repart à la baisse, après la reprise de

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Bourgogne



8,6 % qui portait la croissance de l'emploi au trimestre précédent. Il diminue de 2,5 % au premier trimestre 2015, soit 390 emplois détruits. Ce repli est plus marqué dans la région qu'en France métropolitaine en moyenne où il atteint 1,6 %. Pour autant, sur un an, malgré une évolution en dents de scie, l'intérim s'est davantage développé dans la région, avec une progression de 2,7 % qu'au niveau national : + 0,8 % (figure 3).

Les difficultés persistent dans la construction. Au premier trimestre 2015, 200 postes sont supprimés, soit un repli de 0,6 % qui fait suite à celui de 1 % du trimestre précédent. Le déficit est moins important ce trimestre qu'en France métropolitaine où il s'établit à - 0,8 %. Sur un an, le secteur emploie 1 280 salariés de moins, soit une baisse de 3,9 %, légèrement plus prononcée qu'au plan national : - 3,5 %.

L'amélioration se confirme dans le commerce : après la timide progression de l'emploi au dernier trimestre 2014, le secteur crée 280 postes ce trimestre. Cette progression de 0,4 % des effectifs situe la région au 3^e rang derrière la Corse (+ 1 %) et la Franche-Comté (+ 0,5 %).

Repli de l'emploi dans tous les départements

C'est en Saône-et-Loire que la dégradation de l'emploi est la plus marquée avec une baisse de 0,8 % des effectifs alors qu'ils progressaient au trimestre précédent. Plus de 850 emplois sont détruits soit

près des trois quarts des postes de travail supprimés en Bourgogne ce trimestre. Les effectifs salariés diminuent dans tous les secteurs d'activité à l'exception du commerce où ils restent stables. Sur une année, le département perd 2 070 emplois (- 1,8 %).

Dans la Nièvre, l'emploi diminue de 0,3 % sous l'effet d'une forte diminution du recours à l'intérim et de la baisse des effectifs dans l'industrie. En revanche, la construction gagne une vingtaine d'emplois et les effectifs salariés dans le commerce progressent de 60 postes qui s'ajoutent aux 100 gagnés le trimestre précédent. Sur un an, le département perd 240 emplois (- 0,6 %).

L'emploi salarié diminue dans l'Yonne de 0,2 %, une baisse identique à celle du trimestre précédent. L'industrie marque ce trimestre encore un repli important (170 postes supprimés), la construction maintient ses effectifs mais le recours à l'intérim baisse. Le rebond dans le commerce (190 postes créés) ne suffit pas à compenser les pertes des autres secteurs.

La Côte-d'Or est le département bourguignon le plus épargné par la contraction des effectifs salariés. Le repli de 0,1 % sur trois mois est le fait de l'industrie dont les effectifs diminuent de 1,4 %, soit 375 postes de travail en moins. Dans tous les autres secteurs d'activité, l'emploi reste stable ou progresse. Contrairement aux autres départements où l'intérim fléchit, celui-ci progresse légèrement en Côte-d'Or (+ 0,8 %) mais à un rythme nettement moins élevé qu'au trimestre précédent. En glissement annuel, le département perd 340 emplois.

Une hausse continue du nombre de demandeurs d'emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C progresse de 1,4 % au premier trimestre en Bourgogne comme en moyenne en France métropolitaine. En Bourgogne, le rythme de progression est toutefois moins soutenu qu'au trimestre précédent (+ 1,9 %). Fin mars, 124 000 demandeurs d'emploi sont inscrits dans la région à Pôle emploi, soit 1 750 chômeurs supplémentaires sur trois mois.

Le chômage des jeunes reste plus contenu ce trimestre : il augmente de 0,9 % contre 2 % le trimestre précédent. Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 55 ans ou plus augmente de 1,4 %, une progression cependant ralentie par rapport au trimestre précédent (+ 1,9 %). Le chômage de longue durée se développe. Il progresse de 2,3 % sur un trimestre, de 5,3 % sur un an. Fin mars, 55 150 demandeurs d'emploi sont au inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi, soit 1 200 demandeurs supplémentaires en trois mois.

Au premier trimestre 2015, le taux de chômage, qui rapporte le nombre de chômeurs à la population active au lieu de résidence, fléchit légèrement, de 0,1 point, en Bourgogne comme en moyenne nationale. Ce trimestre, 9,1 % des actifs sont au chômage dans la région contre 10 % sur l'ensemble du territoire métropolitain (figure 4).

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi salarié en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.
Source : Insee, estimations d'emplois.

4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles.
Source : Insee, taux de chômage localisé (région), et au sens du BIT (France).

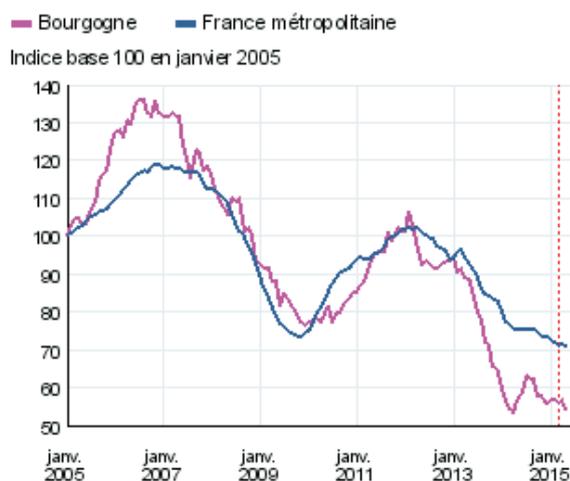
Dans l'Yonne, le taux de chômage recule davantage que dans les autres départements bourguignons. Il perd 0,2 point pour s'établir à 9,8 %. Cependant, le département conserve le taux de chômage le plus élevé de Bourgogne. À l'autre extrémité, la Côte-d'Or détient le taux de chômage le plus faible de la région : il s'établit à 8,5 %, soit une diminution de 0,1 point sur trois mois. Dans les deux autres départements, le taux de chômage reste inchangé d'un trimestre à l'autre : 9,4 % dans la Nièvre et 9,3 % en Saône-et-Loire.

La construction toujours en mauvaise posture

La construction de logements reste toujours mal orientée en Bourgogne. Au premier trimestre 2015, le nombre de logements commencés diminue de 7,5 % en glissement annuel, après la baisse de 3,7 % enregistrée au trimestre précédent. Ce repli est plus prononcé que celui de 1,2 % observé en France métropolitaine (figure 6). Toutefois, le nombre de permis de construire se stabilise après une diminution de 8,9 % au dernier trimestre alors qu'il diminue en moyenne nationale de 3 % (figure 5).

La construction de locaux chute à nouveau fortement en Bourgogne. Les surfaces commencées diminuent de 11,4 %, en glissement annuel sur un trimestre contre un repli de 3,6 % en France métropolitaine. Les autorisations de construction sont aussi orientées à la baisse : - 3,7 % dans la région et - 4,6 % en France métropolitaine.

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



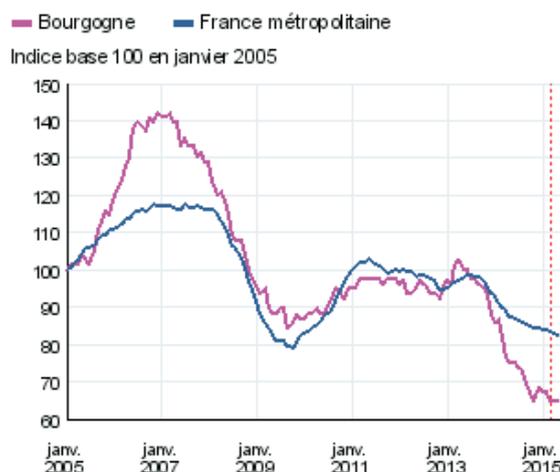
Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.
Source : SoeS, Sit@del2.

L'hôtellerie - restauration toujours bien orientée

La fréquentation des hôtels bourguignons reste bien orientée au premier trimestre 2015 : les arrivées progressent de 3,3 % et les nuitées de 4,3 % par rapport au premier trimestre 2014 (figure 7). L'augmentation des nuitées place la Bourgogne au huitième rang des 23 régions françaises. La fréquentation étrangère est le moteur de l'activité hôtelière dans la région : + 16,6 % pour les arrivées et + 12,3 % pour les nuitées. Les Chinois restent pour le deuxième trimestre consécutif, la première clientèle étrangère avec 50 300 nuitées loin devant les Britanniques (38 600 nuitées). C'est en Côte-d'Or et en Saône-et-Loire que la clientèle étrangère progresse le plus en nombre d'arrivées comme en nombre de nuitées.

La clientèle française est moins présente dans la région mais y séjourne plus longtemps. Ainsi le recul de 0,8 % des arrivées est compensé par une hausse des nuitées de 2 %. En particulier, la fréquentation des touristes français résiste bien dans la Nièvre, avec une hausse de 6 % des nuitées.

6 Évolution du nombre de logements commencés



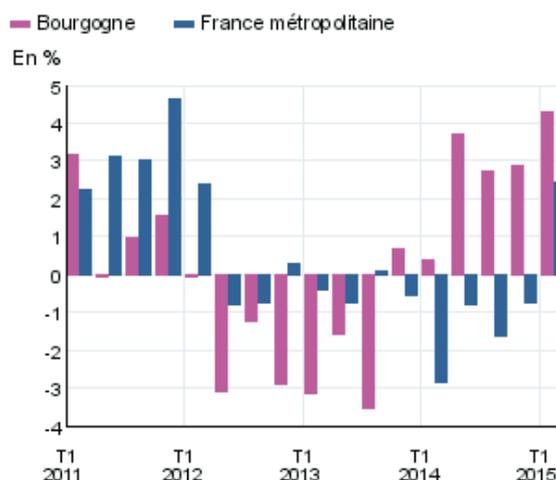
Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.
Source : SoeS, Sit@del2.

L'auto entreprise s'essouffle

La création d'entreprises progresse légèrement en Bourgogne, de 0,8 % au premier trimestre 2015 alors qu'elle diminue de 3 % en moyenne nationale. Cette reprise fait suite dans la région à deux trimestres de repli. Elle est portée par les entreprises classiques dont les immatriculations en augmentation de 19,4 %, compensent le lent repli de la micro-entreprise enclenché début 2013. Il en résulte une érosion de la part de l'auto-entreprise parmi l'ensemble des créations : elles représentent désormais 52 % des nouvelles unités contre 62 % au premier trimestre 2013 (figure 8).

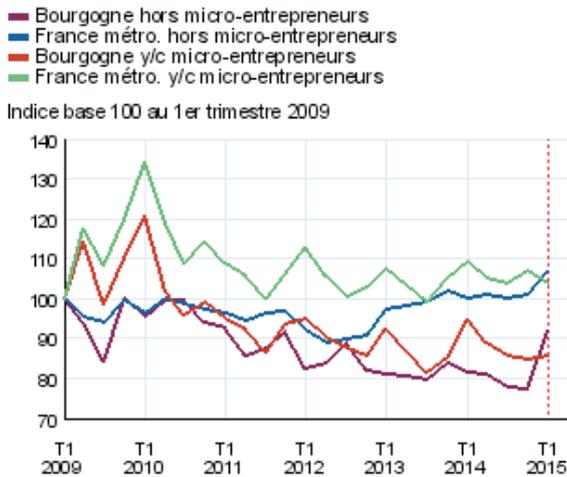
Cette reprise reste timide. En glissement annuel, la création d'entreprise se replie de 10,1 %. Les immatriculations sont moins nombreuses dans les principaux secteurs créateurs de la région. Le commerce, avec 530 créations est en baisse de 19 % en glissement annuel, les services aux entreprises de 10 % et la construction de 11 %. La création d'entreprise recule dans tous les départements.

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données mensuelles brutes.
Suite au changement de méthodes intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été rétropolées.
Sources : Insee ; direction du tourisme ; partenaires régionaux.

8 Création d'entreprises



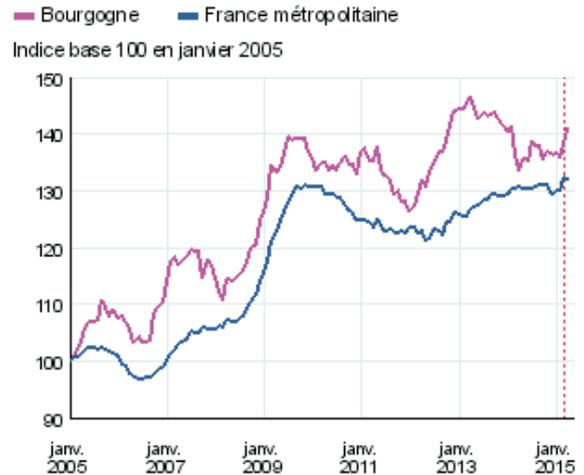
Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
 Note : les créations d'entreprises hors entrepreneurs sont corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneurs sont brutes.
 Données trimestrielles.
 Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Davantage de défaillances d'entreprises

Fin mars, 1 375 défaillances ont été enregistrées sur les douze derniers mois. Cette progression de 1,6 % en glissement annuel fait suite à la baisse de 2 % du trimestre précédent. Cette reprise des procédures de redressement judiciaire est moins prononcée qu'en moyenne nationale

où elle atteint 2,2 % (figure 9). Le secteur de l'hébergement restauration est très touché avec 75 défaillances, soit une progression de 34 % en glissement annuel. En revanche, les procédures de redressement judiciaire reculent dans le commerce. En glissement annuel, les défaillances progressent en Saône-et-Loire, leur niveau reste de même ampleur dans les trois autres départements. ■

9 Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 10 septembre 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.
 Source : Banque de France, Fiben.

Contexte national - La reprise se diffuse dans la zone euro

L'économie française a rebondi au premier trimestre 2015 (+ 0,6 %), l'ampleur résultant pour partie d'un retour à la normale des dépenses de chauffage. Au deuxième trimestre, la croissance du PIB baisserait mais resterait plus élevée (+ 0,3 %) qu'en moyenne depuis le printemps 2011 (+ 0,1 %). La consommation en resterait le principal facteur, soutenue par les hausses récentes du pouvoir d'achat. Au second semestre, l'investissement des entreprises accélérerait à son tour. Les perspectives de demande sont en hausse, comme l'indique l'amélioration du climat des affaires. Les conditions de financement s'améliorent, avec la hausse de leurs marges, grâce à la baisse du cours du pétrole, à la montée en charge du CICE et au Pacte de responsabilité. Au total, le PIB augmenterait de 0,3 % au troisième trimestre, puis de 0,4 % au quatrième trimestre. En moyenne annuelle, la croissance serait de + 1,2 %, soit la plus forte hausse depuis 2011. L'accélération de l'activité et les politiques d'allègement du coût du travail stimuleraient l'emploi, qui serait rehaussé de 114 000 postes en 2015. En conséquence, le taux de chômage se stabiliserait, à 10,4 % de la population active fin 2015.

Contexte international - Le climat conjoncturel est favorable dans les économies avancées mais reste dégradé dans les pays émergents

Au premier trimestre 2015, l'activité a déçu aux États-Unis et au Royaume-Uni. Dans les pays émergents, l'activité a continué de ralentir, notamment en Chine. Les échanges mondiaux se sont contractés, dans une ampleur inédite depuis la récession mondiale de 2009. En revanche, le PIB de la zone euro a gardé le rythme de croissance atteint fin 2014 (+ 0,4 %). La reprise s'y diffuse progressivement avec l'effet des baisses passées du prix du pétrole, sur la consommation des ménages, et du cours de l'euro, sur les exportations. L'activité resterait très dynamique en Espagne, grâce aussi à la vigueur de l'investissement privé. Elle accélérerait modérément en Allemagne, et plus modestement encore en Italie, dont le PIB a renoué avec la croissance début 2015. Les pays anglo-saxons regagneraient en dynamisme dès le printemps, notamment grâce à une plus grande vigueur de la consommation. Au total en 2015, le décalage conjoncturel entre les pays anglo-saxons et la zone euro tendrait à s'amenuiser. Dans les pays émergents, l'activité continuerait de tourner au ralenti, et leurs importations seraient relativement peu dynamiques.

Insee Bourgogne
 2, rue Hoche - BP 83509
 21035 Dijon Cedex

Directeur de la publication :
 Mayo Moïse

Rédacteur en chef :
 Chantal Prenel

ISSN : 2269-3866 (en ligne)
 ISNN : 2425-0457 (imprimé)

© Insee 2015

Pour en savoir plus

- « La reprise se diffuse dans la zone euro » - note de conjoncture nationale de juin 2015.
- Quatrième trimestre 2014 : rebond de l'emploi en Bourgogne - Insee Conjoncture Bourgogne n° 4, avril 2015.

